Livre Blanc



Parlons Europe

La parole des jeunes de Montpellier sur l'avenir de l'Union européenne

Projet mené dans le cadre du programme Erasmus+ Activité de participation des jeunes "La jeunesse européenne de Montpellier s'engage !"

Juin 2025

BOQUET Adélie, CHALLOT Manelle, CHAVERNAC Lola, COLBE Elise, DEBREMME Llona, DELBARRE Elona, DIMACHKIE Yasmine, ENRICH Marcel, GARCIES Juliette, GERMAIN Marthe, GERMAINE Marie Emeraude, HELIES Roman, LOEUILLET Tom, MOULIN Arthur, NAZOU Maëla, NIVERT Oriane, ROBERT Emma, VALET Léopold.

Parlons Europe

MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER

Erasmus+

Table des matières

Résumé exécutif.....3
Introduction.....4
Méthodologie.....6
Résultats du projet par thèmes.....8
➢ Environnement.....8
➢ Education et citoyenneté européenne.....11
➢ Mobilités et ERASMUS+.....14
➢ Santé.....17
➢ Culture.....20
➢ Échanges complémentaires.....23
Synthèse des attentes prioritaires.....25
Recommandations.....26
Annexes.....29
➢ Questions du sondage “Parlons Europe : vos attentes de l’Union européenne”.....29
➢ Statut et situation personnelle des personnes interrogées.....35
➢ Statistiques des réponses aux questions posées.....35
Bibliographie.....38

Résumé exécutif

La présente étude menée par le groupe *Parlons Europe* et conduite par la Maison de l'Europe de Montpellier est un outil qu'il est possible d'employer pour mieux comprendre les attentes de l'Union européenne exprimées par les jeunes Montpelliérains

Ensemble, nous avons principalement échangé avec plusieurs groupes de jeunes, en organisant des tables rondes permettant de débattre autour de thématiques européennes. En complément, nous avons recueilli les opinions de 301 personnes par le biais d'un questionnaire. Cet échantillon, bien que plutôt varié, est composé à 61,8% d'étudiants et de personnes dans la tranche d'âge des 18/25 ans. Avec un total de 500 personnes interrogées, cette étude restitue l'opinion des jeunes montpelliérains.

Au terme de l'analyse et du regroupement des différents résultats, et en prenant en compte les suggestions supplémentaires déposées librement par les participants, plusieurs thématiques se démarquent comme des objectifs à atteindre pour l'Union européenne.

Pour résumer les principales convictions que les jeunes montpelliérains souhaitent impulser au niveau européen, trois principaux axes d'intérêt ont été davantage votés que les autres et sont considérés pour eux comme les plus urgents.

Le public interrogé porte majoritairement la conviction d'agir en faveur de l'environnement. Les thématiques écologiques, et plus directement la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement, font l'unanimité parmi les sondés, en rassemblant 78,7% des répondants. Précisément, ces derniers souhaitent fortement voir se développer l'usage d'énergies moins polluantes à l'échelle des pays de l'Union européenne.

Autre thématique qui a suscité un intérêt particulier, la santé mentale, la sensibilisation et l'accès aux soins pour tous sont des objectifs que le public sondé estime nécessaire de soumettre à l'Union européenne. Tout particulièrement, agir pour la santé mentale en introduisant la création de structures de soutien pédagogiques dans les établissements scolaires des États membres est une option largement favorisée dans les réponses à notre questionnaire, avec 69,1% des votes.

Enfin, le public sondé s'est également prononcé au sujet de la culture, en défendant l'accès à la culture pour tous. Entre autres, uniformiser l'idée de rendre gratuit l'accès aux lieux

culturels pour les moins de 25 ans des États membres de l'Union serait la mesure la plus utile pour garantir leur accès au plus grand nombre, et a recueilli 87,7% des votes.

Introduction

La stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse 2019-2027 constitue le cadre de référence pour la coopération de l'UE dans le domaine de la jeunesse. Elle vise à promouvoir la participation des jeunes à la vie démocratique, à encourager leur engagement social et civique, et à garantir que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour prendre pleinement part à la société. Cette stratégie s'articule autour de 11 objectifs pour la jeunesse européenne, qui couvrent des domaines intersectoriels ayant un impact direct sur la vie des jeunes. C'est dans cet esprit que le projet porté par la Maison de l'Europe de Montpellier - Europe Direct a permis à de jeunes montpelliérains de vivre une expérience concrète d'engagement dans la société civile et d'apprentissage de la participation active. Il s'inscrit dans une volonté de favoriser la participation démocratique des jeunes, en veillant à leur inclusion civique, économique, sociale, culturelle et politique, avec une attention particulière portée à ceux ayant moins d'opportunités.

Le dispositif Erasmus+ s'inscrit dans cette stratégie de l'Union en faveur de la jeunesse par le volet *Activité de participation des jeunes*. Cette action soutient les activités organisées en dehors de l'éducation et de la formation formelles et qui encouragent, promeuvent et facilitent la participation des jeunes à la vie démocratique européenne au niveau local, régional, national et européen.

C'est dans ce cadre que la Maison de l'Europe a piloté le projet *Parlons Europe* à partir de janvier 2025. En 2024, la Maison de l'Europe de Montpellier a porté sa première activité de participation de jeunes, qui a permis à 18 jeunes de l'Hérault de rencontrer des élus européens et de porter la voix de 124 jeunes interrogés tout au long du projet sur leur vision de l'Union européenne.

Cette année, elle a renouvelé l'expérience avec un objectif plus ambitieux : interroger un maximum de jeunes autour de tables rondes en présentiel afin de recueillir leurs attentes vis-à-vis de l'Union européenne. Le groupe noyau du projet, constitué des 16 membres du

groupe *Parlons Europe*, a donc organisé ces tables rondes. Le but de cette démarche était de permettre aux jeunes de Montpellier d'être consultés de manière pertinente et adaptée, ainsi que d'améliorer la capacité des décideurs politiques, locaux et européens, à appréhender la participation civique des jeunes.

Dans le cadre du projet *Parlons Europe*, le présent livre blanc constitue l'aboutissement d'un processus de consultation et de mobilisation des jeunes sur leur rapport à l'Union européenne. Conçu comme un outil de synthèse, de plaidoyer et de transmission, il vise à restituer fidèlement la parole des 301 personnes ayant pris le temps de donner leur opinion avec le questionnaire.

L'objectif principal de ce document est de porter la voix des jeunes auprès des décideurs publics, tant au niveau local qu'européen, en formulant des recommandations concrètes issues de leurs réflexions et de leurs attentes.

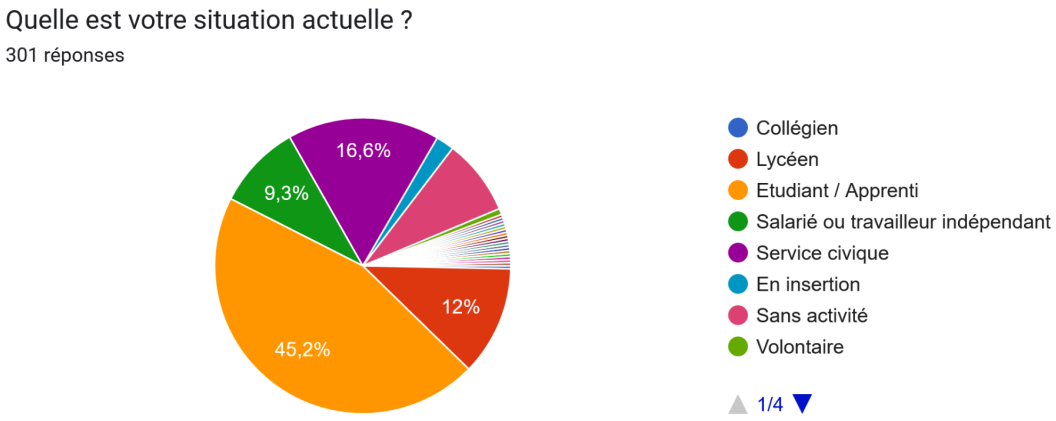
Le livre blanc se veut également être un outil de sensibilisation, renforçant la reconnaissance des jeunes comme acteurs à part entière de la vie démocratique.

Enfin, ce document témoigne de l'engagement du groupe noyau d'étudiants porteurs du projet, et de la volonté de la Maison de l'Europe de Montpellier – Europe Direct Occitanie de créer des ponts durables entre la jeunesse et les institutions européennes.

Méthodologie

Notre projet nous a permis de recueillir l'avis d'un total de 500 personnes, et de recueillir des données entre les mois d'avril et de juin 2025. Pour obtenir les données que nous utilisons dans le Livre blanc, nous avons organisé le projet autour de deux axes. D'une part, l'organisation d'événements tels des tables rondes, d'interventions ou des conférences et débats par le groupe du projet *Parlons Europe* nous a permis d'échanger directement avec le public. Au terme de ces interventions, nous avons listé les principales idées exprimées par 500 jeunes montpelliérains, que nous avons intégrées à notre étude.

En complément, nous avons mis en place un questionnaire, avec lequel nous avons pu récolter l'opinion de 301 personnes.

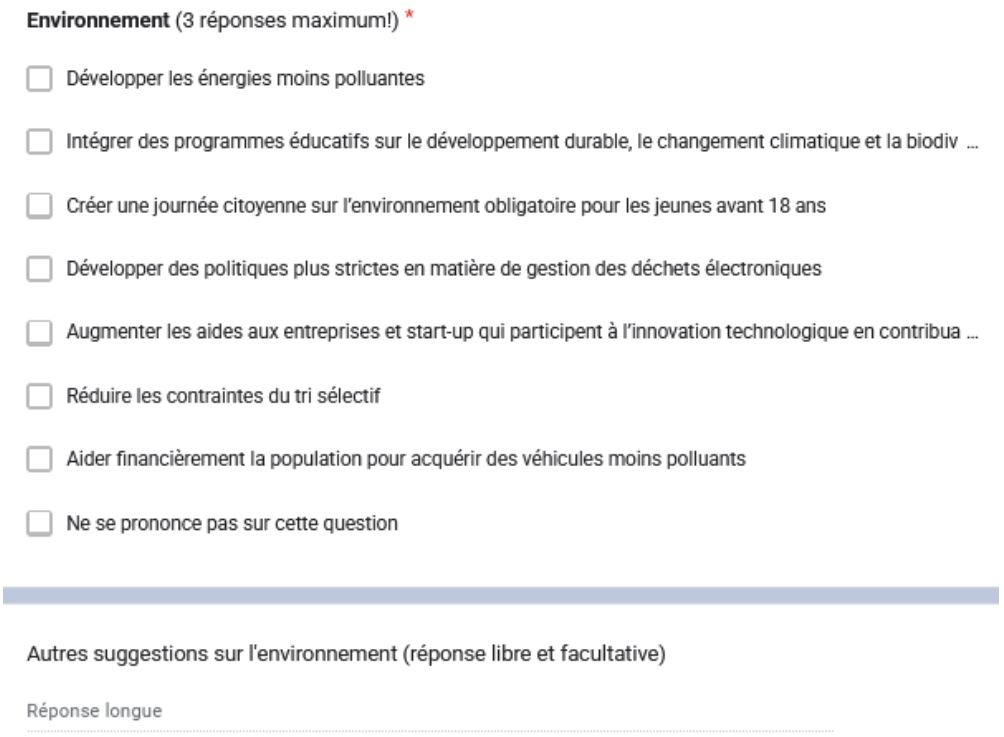


Les personnes interrogées appartiennent en majorité à la tranche des - 25 ans. Un total de 61,8% d'entre eux, soit la majorité, sont étudiants ou en service civique, et appartiennent donc plus précisément à la tranche des 18 / 25 ans.
Également, nous avons recueilli les voix d'une grande part de lycéens, qui représentent un total de 12% des sondés. Nous avons également pu interroger un certain nombre de personnes salariées, qui représentent 9,3% des sondés.

Le questionnaire proposé aux participants a été conçu par les membres du projet et par l'équipe de la Maison de l'Europe de Montpellier. L'objectif fixé au moment de sa conception était de pouvoir faire ressortir les plus grandes tendances chez les jeunes montpelliérains. Réalisé sous la forme d'un sondage à choix multiples, il a principalement été inspiré par le modèle de l'*Eurobaromètre*, un sondage publié par l'Union européenne auprès de certains

publics, qui aborde des thématiques variées. Nous avons opté pour un questionnaire permettant de sélectionner jusqu'à trois choix de réponses parmi un panel de propositions que nous avons choisies, en suivant une procédure semblable à celle de l'*Eurobaromètre*.

Pour s'exprimer sur chacune de ces thématiques, les personnes interrogées devaient choisir trois propositions maximum parmi six propositions que notre équipe a sélectionné pour le sondage. L'ordre de sélection n'était pas pris en compte. L'objectif, pour les votants, était de mettre en avant les axes d'amélioration sur lesquels l'Union européenne devrait agir en priorité, pour chacune des cinq thématiques choisies.

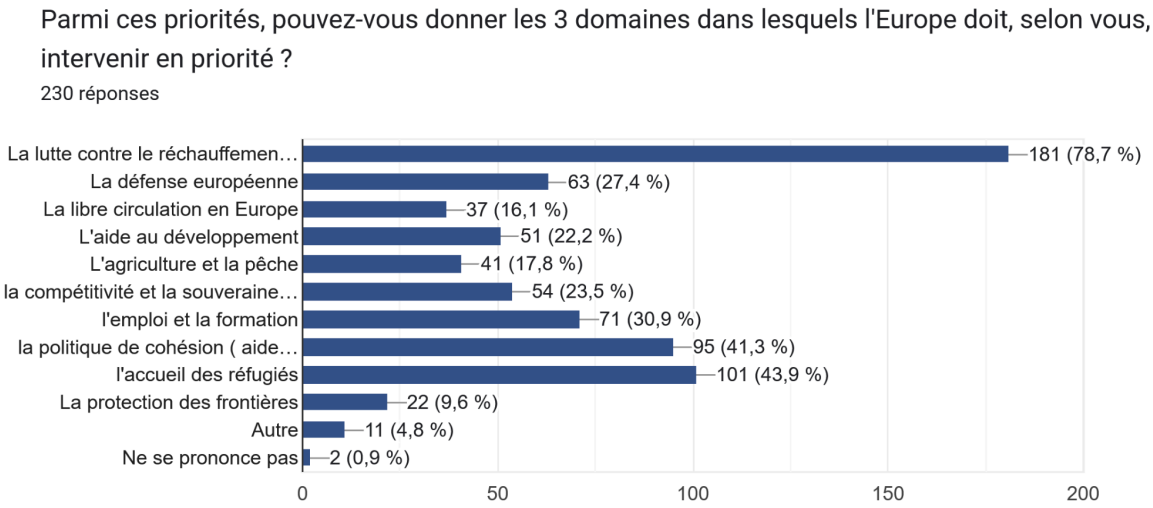


Sur la thématique environnementale, à titre d'exemple, le questionnaire se structurait ainsi. L'encart spécialement dédié aux suggestions libres a permis de mettre en avant des propositions supplémentaires dans le cadre de notre étude, a été utilisé par une partie des votants, et a été un outil d'échange positif pour nous permettre de mieux comprendre les attentes des personnes sondées. Elles sont utilisées comme un complément aux réponses apportées au sondage, que nous étudions dans la rubrique dédiée aux résultats du projet par thème.

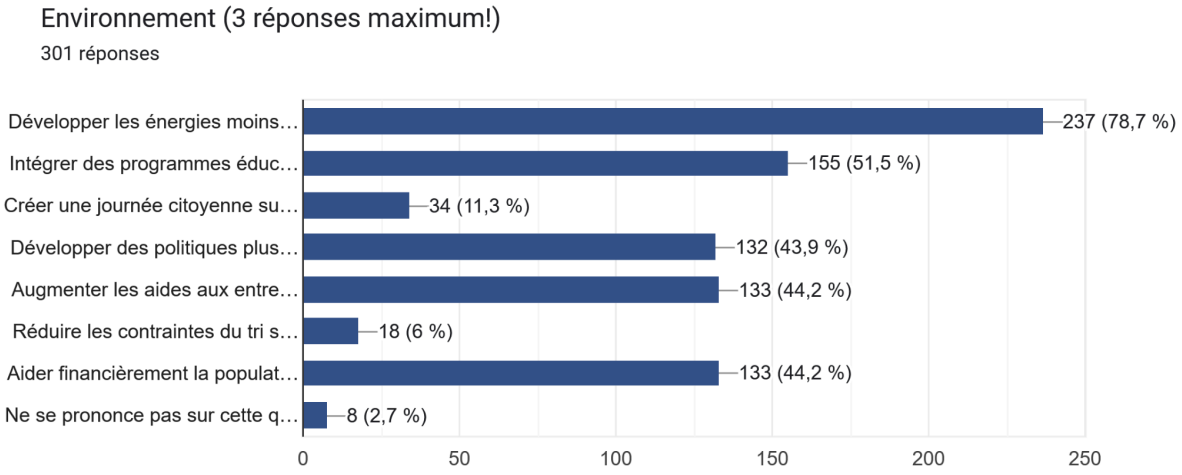
Résultats du projet par thèmes

Pour restituer au mieux l'opinion de chaque participant au questionnaire, aux tables rondes et aux événements organisés dans le cadre du projet, nous avons opté pour une analyse poussée des résultats apportés à chaque thématique. Les participants ont pu exprimer leur opinion sur les cinq sujets retenus par notre équipe : l'environnement, l'éducation et la citoyenneté européenne, les mobilités et Erasmus+, la santé, et la culture.

➢ Environnement



Parmi le classement des priorités portées à l'attention de l'Union européenne, on remarque une large prévalence de la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement. Selon un sondage *Eurobaromètre* publié en 2024, 84% des européens et des français sont d'accord avec le fait que l'intervention de l'Union européenne et ses directives sont nécessaires pour la protection de l'environnement.



Cet engouement pour la question environnementale au niveau européen se traduit en mesures concrètes considérées comme prioritaires par les jeunes montpelliérains. D'après le graphique, 78,7% des répondants à notre enquête considèrent que le développement des énergies moins polluantes prévaut dans ce domaine. On observe d'ailleurs une volonté d'augmenter la taxation sur le kérosène, couplée à une demande de soutien de l'Union européenne au rail européen pour des transports en commun plus efficaces, accessibles et un réseau pan-européen plus développé. Ainsi, taxer les énergies polluantes permettrait le développement d'énergies vertes pour soutenir une croissance des mobilités douces. D'après l'*Eurobaromètre* de 2024 sur les attitudes des européens par rapport aux problématiques environnementales et climatiques, 42% des répondants (ressortissants de l'Union) déclarent être en faveur d'une augmentation des taxes sur les activités polluantes afin de résoudre les problèmes environnementaux.

Selon les propositions faites, une taxe sur le kérosène et le transport aérien permettrait ainsi une subvention du transport ferroviaire et sa mise en réseau plus large entre les pays européens. Cette suggestion est faite par de jeunes montpelliérains alors que 70% des jeunes européens interrogés en 2024 se disent prêts à modifier leur mode de transport quotidien pour un mode de transport plus respectueux de l'environnement (mobilité douce et transports en communs).

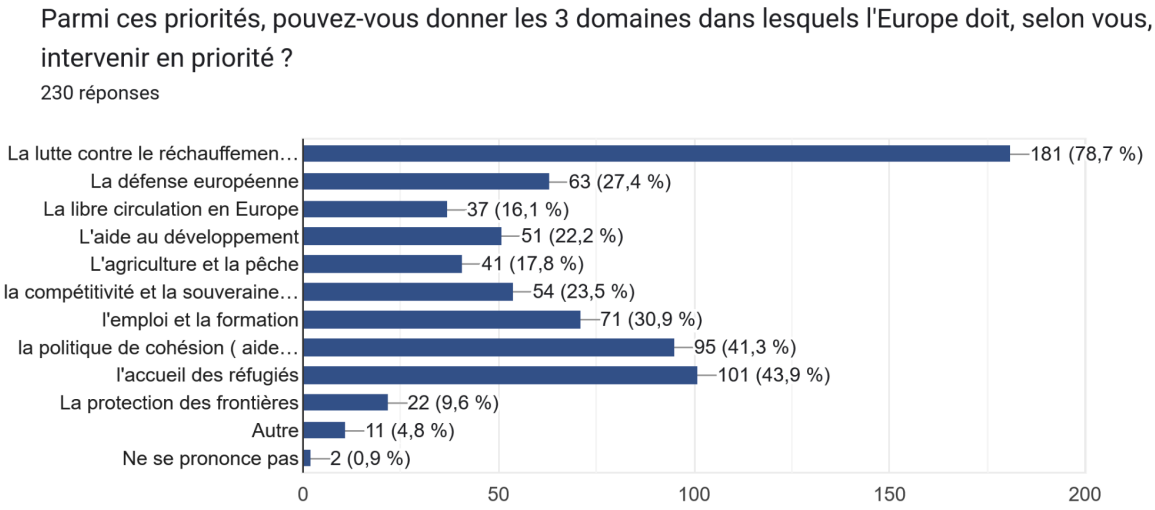
Par ailleurs, la question de l'intégration de programmes éducatifs sur le développement durable, le changement climatique et la biodiversité dès le plus jeune âge est considérée comme prioritaire par 51.5% de nos sondés. Pour compléter cela, la proposition d'une augmentation de la sensibilisation pour les écoliers européens sur les enjeux

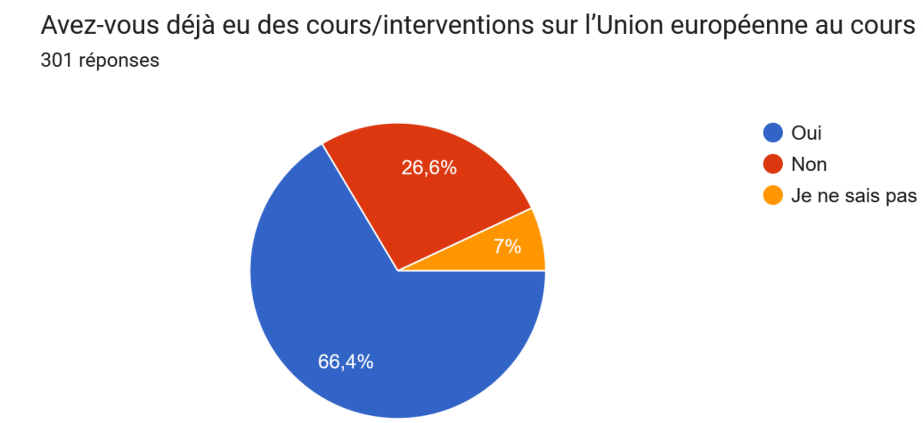
environnementaux en Europe est avancée. L'apprentissage des problématiques environnementales dès le plus jeune âge permettrait la prise en compte de la diversité des situations, et une acquisition des mécanismes de conservation de l'environnement tel que l'apprentissage du tri sélectif des déchets. Toujours selon le sondage *Eurobaromètre* de 2024, 43% des enquêtés sont favorables à davantage d'information et d'éducation pour mieux respecter l'environnement. Parmi eux, la part de français y ayant répondu favorablement est de 57%. Aussi, 30% des européens de 15 à 24 ans sondés dans l'*Eurobaromètre* considèrent que l'Union européenne devrait prioriser une meilleure information des citoyens sur l'importance de la nature, pour favoriser sa protection.

Ensuite, à presque égalité, 3 mesures ont été sélectionnées par plus de 40% des répondants, le développement de politiques plus strictes en matière de gestion des déchets électroniques, l'augmentation des aides aux entreprises et start-up qui participent à l'innovation technologique en contribuant à la protection de l'environnement, et l'aide financière à la population pour acquérir des véhicules moins polluants.

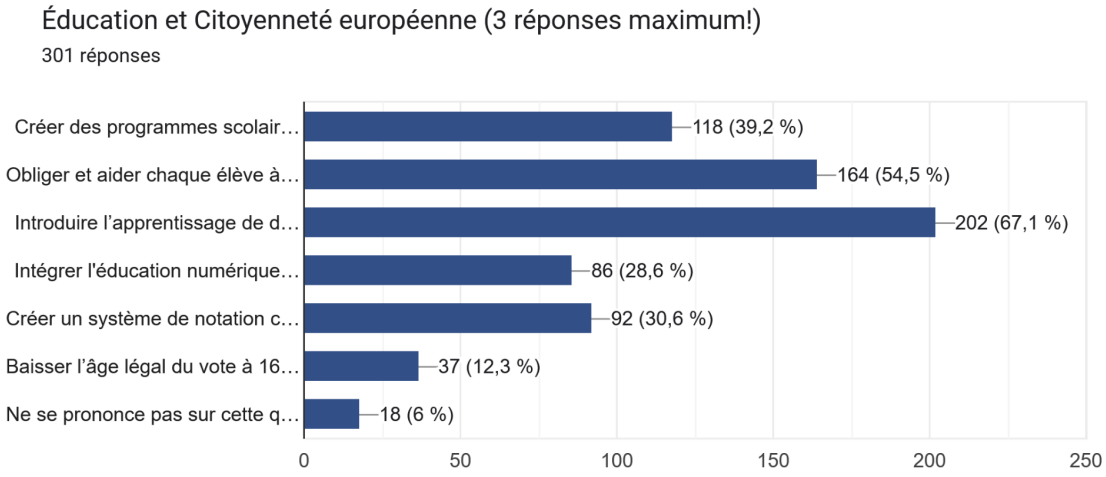
En revanche, la réduction des contraintes du tri sélectif n'est sélectionné que par 6% des répondants, ce qui démontre une véritable tendance chez les votants à favoriser la défense environnementale. L'une des propositions ayant été le plus citée dans la rubrique *Suggestions* de notre sondage était pourtant la sensibilisation au tri des déchets, et leur limitation.
En complément, l'obligation à tous les pays européens de respecter le tri sélectif est régulièrement mentionnée parmi les suggestions. Cet intérêt porté au tri sélectif des déchets corrobore les résultats quantitatifs obtenus dans le questionnaire. En effet, seuls 6% de notre échantillon de jeunes européens souhaite une réduction des contraintes du tri sélectif des déchets.
En comparaison, selon l'*Eurobaromètre* sur les attitudes des européens par rapport à l'environnement de 2024, 66% des européens sont en faveur du tri sélectif et du recyclage dans une démarche de réduction des déchets (75% en France) et 58% sont en faveur d'une promotion de l'économie circulaire via une réduction des déchets, le réemploi et le recyclage des produits (54% en France).

➢ Education et citoyenneté européenne





Dans l'*Eurobaromètre* du printemps 2025, 15% des européens (et 12% des français) sondés considèrent qu'améliorer la qualité et l'accès à l'éducation aurait un impact plus important sur leur vie dans le court terme. Aussi, à la question : "Quel sujet devrait bénéficier le plus de l'augmentation des fonds européens", "l'éducation, la jeunesse, la culture et le sport" arrive en premier en France (45%) au même titre qu'à Chypre, Malte, l'Irlande ou la Slovaquie.



Même si l'Union européenne ne dispose pas de réelle compétence en matière d'enseignement, celui-ci est une ressource de légitimation centrale. Selon un Eurobaromètre de 2025 sur la jeunesse européenne, 27% des jeunes européens (et 28% des jeunes français) considèrent l'éducation et la formation comme une priorité politique pour l'Union. Par ailleurs, 29% des jeunes européens (et 25% des jeunes français) considèrent que l'Union devrait plus investir dans l'éducation, l'apprentissage et le développement de compétences pour soutenir la jeunesse. Dans notre échantillon, c'est 30,9% des jeunes montpelliérains qui considèrent que le soutien à l'emploi et la formation doit être une priorité de l'Union.

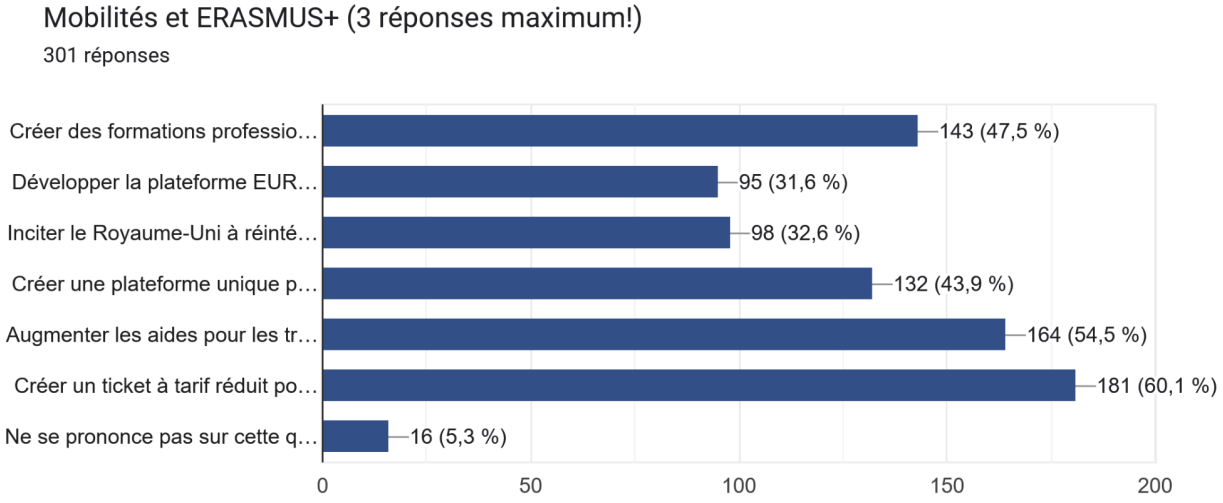
Concernant l'apprentissage de l'Europe à l'école, 66.4% de notre échantillon affirment avoir déjà assisté à des cours et/ou des interventions sur l'Union européenne au cours de leur scolarité. Il apparaît que cet aperçu de l'Europe au travers de la scolarité des jeunes nourrit une forme de citoyenneté européenne, notamment au travers de la pratique des langues étrangères. En effet, 67.1% des répondants à notre questionnaire sont favorables à l'apprentissage de deux langues étrangères dès l'école primaire à l'échelle de toute l'Union européenne. On remarque, grâce à l'étude des Eurobaromètres sur les sujets de jeunesse et d'éducation, que cette position concernant les l'apprentissage de langues étrangère est généralisée chez les jeunes en Europe : 86% des jeunes européens (et 87% des jeunes français) considèrent que tout le monde en Europe devrait être capable de parler au moins une langue en plus de sa langue natale.

De la même façon, 54,5% de notre échantillon considère salutaire l'obligation (et l'aide) pour chaque élève européen de réaliser un voyage scolaire dans un pays de l'Union européenne. L'apprentissage de la citoyenneté européenne passe également, selon nos résultats, par une homogénéisation des programmes scolaires européens (39.2% des répondants y sont favorables). Cette dernière proposition est en lien direct avec les deux dernières. En effet, la création de programmes scolaires communs à tous les pays de l'Europe serait ainsi une opportunité pour les élèves de partir sur une période plus longue qu'un voyage scolaire classique (1 semaine) étant donné qu'aucune lacune ne serait observée dans l'acquisition des fondamentaux du programme scolaire.

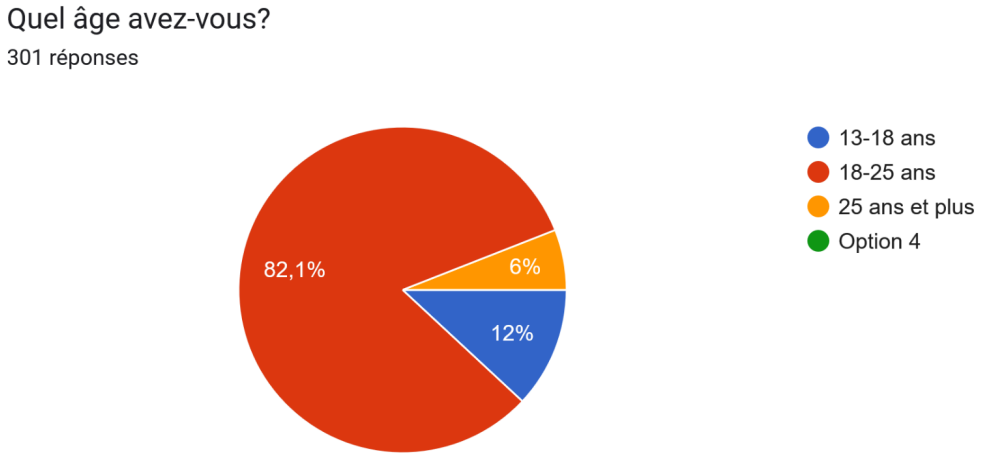
Nous relevons des jeunes montpelliérains (mais aussi, par l'observation des chiffres, de la part des jeunesses européennes) une réelle attente de leur part quant à la généralisation de l'éducation citoyenne européenne. Nous l'avons vu, cela passe par trois volets principaux : tout d'abord, le soutien à l'éducation, qui permettrait un accès au savoir éducatif plus égalitaire entre les jeunes européens. De plus, une pratique plus appuyée d'une ou plusieurs langues autres que sa langue natale apparaît comme centrale dans l'apprentissage de la citoyenneté européenne, alors qu'il existe 24 langues officiellement reconnues par l'Union européenne. Finalement, c'est l'obligation d'effectuer des mobilités européennes intégrées dans le cursus scolaire qui est une revendication principale des jeunes montpelliérains interrogés.

➢ Mobilités et ERASMUS+

En ce qui concerne les mobilités internationales et le rapport aux programmes Erasmus+, plusieurs suggestions ont été proposées par les personnes sondées. Cet engagement démontre leur volonté d'en faire une des priorités de l'Union européenne auprès des jeunes. En effet, en s'intéressant au type de public ayant répondu au questionnaire, il est possible de constater qu'il est majoritairement tourné vers les questions européennes et internationales : seulement 23.9% des 301 sondés ne suivent pas ou peu l'actualité européenne.



Plus précisément, la lecture du graphique qui compile les réponses démontre que les thématiques pour lesquelles les sondés ont opté concernent les transports. La proposition la plus sélectionnée consiste à créer un ticket à tarif réduit pour les -25 ans entre les grandes villes universitaires européennes. Si la plupart des sondés (60.1%) s'est positionnée en faveur de ces tarifs réduits en Europe, c'est également parce que la grande majorité d'entre eux est directement concernée par cette mesure. Parmi l'échantillon touché, pas moins de 94% comptent parmi les moins de 25 ans.



Nous avons observé un grand intérêt pour la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement parmi les sondés dans le volet *Environnement*. L'intérêt sous-jacent envers les réductions des coûts des transports se traduit également par une démarche écologique. D'après les sondés, cette aide incombe à l'Union européenne, comme le montre la seconde proposition la plus sélectionnée dans ce sondage (à 54.5%) : augmenter les aides pour les transports verts des mobilités Erasmus+ (seulement 50€ d'aide aujourd'hui).

Soutenir une réduction des déplacements en avion en apportant une aide pour les trajets en train serait perçue comme une démarche favorable à la préservation de l'environnement par l'Union européenne.

Dans un second temps, une autre catégorie de réponses a été largement favorisée par une grande partie des interrogés. Concernant les mobilités à l'étranger pour la formation et l'emploi, la création de formations professionnelles à l'étranger et d'une plateforme unique pour gérer l'ensemble des démarches Erasmus+ ont respectivement recueilli 47.5% et 43.9% des votes.

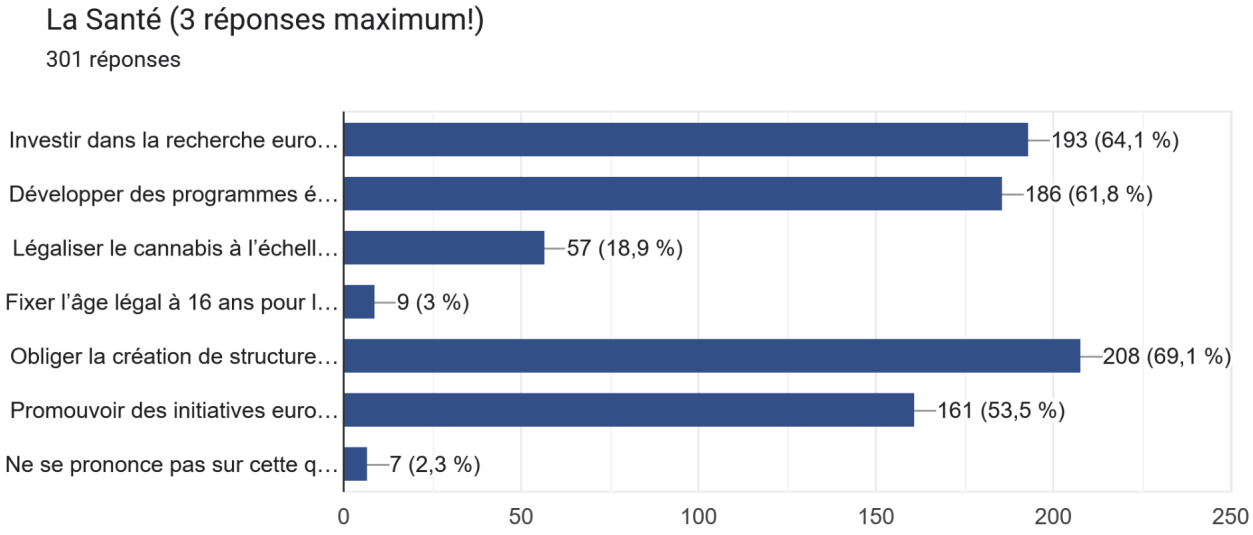
Ces réponses témoignent d'un besoin de connaissance et de compréhension des mobilités au sein de l'Union européenne. En effet, certaines difficultés ont été ressenties pendant la navigation entre les multiples plateformes pour les mobilités Erasmus+. Parmi les sondés, beaucoup ont évoqué le manque de visibilité de certaines mobilités réalisables avec Erasmus+, et que les plateformes pour y accéder étaient trop nombreuses et peu connues. Un frein supplémentaire mentionné à plusieurs reprises sont les coûts liés à une mobilité Erasmus+, dont la réduction permettrait une meilleure égalité des chances face à une

opportunité de bénéficier d'une aide à la mobilité. Certaines personnes réclament également un encadrement indirect du programme, avec la création d'une plateforme d'échange entre ressortissants de l'Union européenne et de signalement de violences sexistes et sexuelles.

Malgré un besoin exprimé d'une création de formations à l'étranger, près d'un tiers des participants se sont positionnés en faveur du développement de la plateforme *EURES* (31.6%). Une partie des sondés ne connaissait pas l'existence de ce dispositif. Après avoir pris connaissance de l'utilité de cette plateforme, la plupart se sont pourtant montrés favorables, voire très favorables à son développement.

Enfin, le retrait du Royaume-Uni des programmes de mobilité internationale est une problématique régulièrement citée, surtout chez les plus jeunes, qui se sentent privés d'une opportunité de découvrir la culture d'un pays voisin. Pour 32.6% des sondés, la réintégration du Royaume-Uni aux programmes Erasmus+ est une des trois priorités déterminantes pour la mobilité dans l'Union européenne, et régulièrement placée en première position.

➢ Santé



Pour les thématiques liées à la santé dans l'Union européenne, les sondés se sont majoritairement orientés vers trois axes. La proposition ayant retenu le plus de voix (69.1%) est l'obligation de créer des structures de soutien psychologique dans chaque établissement scolaire des États membres. Parmi les interrogés, la plupart considèrent que la mise en place de telles structures peut être réalisée, ou au moins accompagnée par l'Union européenne.

D'après eux, la création de structures de soutien n'est pas le seul point à aborder au sujet de la santé mentale. Certains soulignent l'importance de sensibiliser aux suivis accessibles pour les jeunes à partir de certains niveaux, notamment au collège. Cette proposition est fortement liée à l'homogénéisation des programmes scolaires européens abordée dans le volet *Éducation et citoyenneté européenne*. D'autres affirment leur propos en voulant rendre obligatoire ce suivi psychologique chez les plus jeunes, dans l'objectif de lutter contre les abus sur les mineurs et le harcèlement scolaire.

Cependant, une majorité de ces idées ne fait aucune mention directe de l'Union européenne ni de son implication dans ces suivis. Elles semblent plutôt ressortir d'une baisse du niveau global de santé mentale en France, qui est néanmoins comparable à celui de la majorité des pays de l'Union européenne. Accentuée depuis la pandémie de COVID-19, cette baisse mène les personnes interrogées à se questionner sur le rôle de l'Union européenne pour la santé mentale des citoyens, d'où l'importante présence de telles réponses dans ce questionnaire.

Pour cette raison, une proposition d'établir une structure de référence pour la santé mentale en Europe a été relevée en majorité parmi les sondés.
En ce sens, il semble bénéfique pour l'Union d'inciter et de soutenir ses États membres à l'amélioration d'un suivi psychologique auprès des jeunes.

En revanche, certaines idées proposées par les personnes sondées impliquent directement une action de l'Union européenne. Elles sont relatives à la recherche : 64.1% des sondés sont favorables à une augmentation des financements dans la recherche médicamenteuse et contre les maladies. Globalement, certains se positionnent en faveur d'un rééquilibrage des budgets de l'Union européenne, en ponctionnant notamment le budget alloué pour la défense au profit de celui pour la santé. D'un autre côté, d'autres souhaitent qu'une meilleure campagne de sensibilisation au don de sang, de plaquettes et de plasma soit effectuée. De plus, certains participants se sont prononcés en faveur d'un accès gratuit aux protections hygiéniques et à certains moyens contraceptifs comme la pilule, encadré et/ou pris en charge par l'Union européenne.

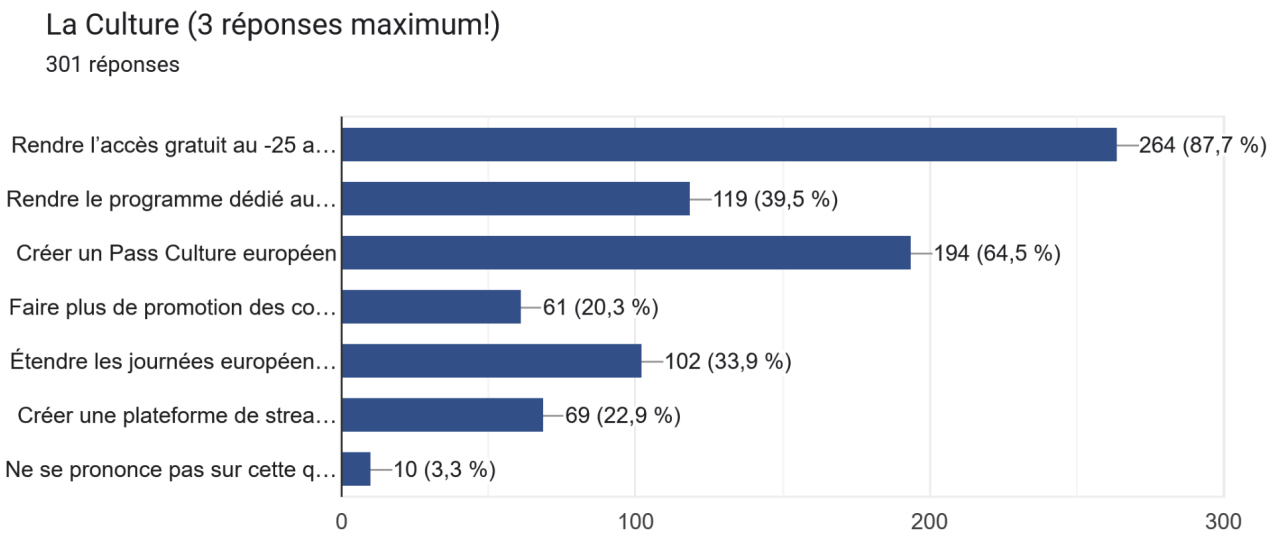
L'idée que l'Union européenne puisse sensibiliser ses citoyens sur des thématiques relatives à la santé se prolonge au sujet de la prévention contre les addictions, et pour promouvoir les programmes sportifs et nutritifs. Si 61.8% des interrogés défendent cette idée, 53.5% opteraient pour la création d'initiatives européennes favorisant l'activité physique des jeunes.
Certains s'affirment encore plus en proposant une prévention ciblée sur le consentement, l'alcool, mais aussi les drogues. Les thématiques préventives sont, d'un autre côté, accompagnées par un plus faible engagement auprès des réponses qui traitent directement de drogue et d'alcool. La proposition de légaliser le cannabis dans l'Union a recueilli l'un des plus faibles taux de votes (18.9%), tout comme celle d'abaisser l'âge légal de consommation d'alcool (3%). Ces résultats confirment une réelle tendance à la prévention et à la lutte contre les addictions chez les participants.

Ce qui ressort de cette étude quant à la santé se délimite en trois temps. D'abord, les personnes ayant répondu au sondage ont manifesté une grande importance pour la santé mentale, en évoquant la possibilité d'établir un accompagnement des plus jeunes par des suivis et des soins. Ensuite, et parallèlement à cette première idée, ils ont envisagé d'améliorer une prévention face aux dangers des addictions ainsi qu'à l'importance de

pratiquer une activité physique, jugée nécessaire dans le cadre scolaire. Enfin, près des deux tiers des votants se sont accordés pour souligner l'importance du budget européen accordé à la recherche.

En ce sens, soutenir les suivis psychologiques, la recherche et la prévention face aux addictions sont les principales actions que les jeunes montpelliérains attendent de l'Union européenne.

➢ Culture



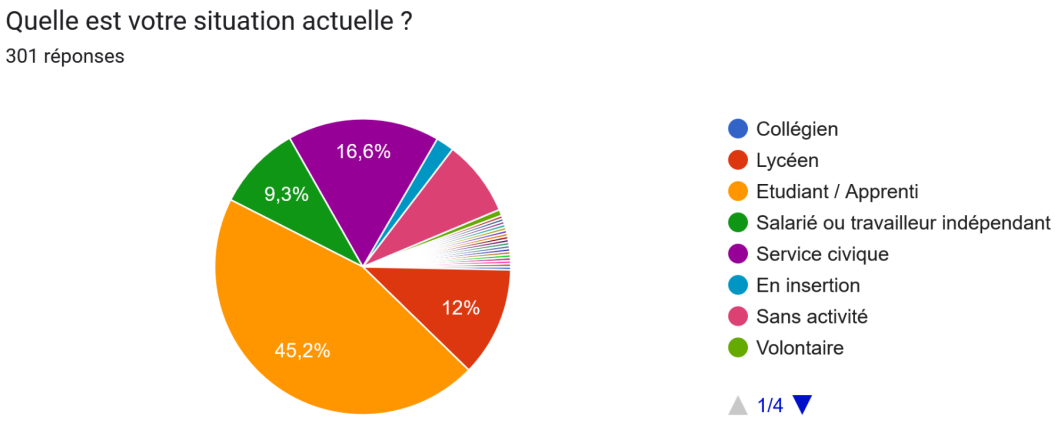
Le dernier volet de notre questionnaire portait sur la culture dans l'Union européenne, en mentionnant dans les propositions des thématiques principalement portées autour de son accès et de sa promotion. Celle qui a le plus retenu l'attention du public sondé est l'accès aux lieux culturels des pays de l'Union européenne pour les moins de 25 ans, qui a recueilli 87.7% des voix. Pour rappel, 94% des votants font partie de la tranche d'âge des moins de 25 ans.

Dans les pays de l'Union européenne, cette gratuité jusqu'à 25 ans est appliquée à certains lieux culturels comme des monuments nationaux ou musées, comme c'est le cas en France pour certaines collections permanentes. Cependant, l'accès à ces lieux pour les jeunes grâce à la gratuité n'est pas uniformisé, bien que ce soit vraisemblablement sur ce modèle que se basent ces nombreux votes.

Certains soutiennent l'idée d'instaurer une gratuité au-delà de 25 ans. Actuellement, l'accès gratuit à certains monuments est conservé seulement en partie passé cet âge, étant réduit au premier dimanche du mois. Pour remplacer cette condition, des idées ont été proposées par les sondés, dont un élargissement du nombre de jours de gratuité par mois, ou par an. L'importance de cette idée est renforcée par un engouement envers l'extension des journées européennes du patrimoine à une "semaine européenne du patrimoine", qui a recueilli 33.9% des votes au terme du sondage.

Quand il s'agit de culture, la plupart des participants interrogés visualisent des musées et des monuments historiques. Cependant, une deuxième proposition a récolté un certain nombre de voix : la création d'un Pass Culture européen, basé sur le modèle du Pass Culture français, dont les plus jeunes parmi les votants ont déjà pu bénéficier.
Permettant d'accéder à de nombreuses activités culturelles, y compris la réservation de concerts et de places de cinéma, ce programme représente l'opportunité de découvrir la diversité des cultures des pays de l'Union européenne par un autre prisme que celui des lieux qu'il est possible d'y visiter.
Pour approfondir la question de la culture cinématographique et audiovisuelle, une part des personnes sondées (22,9%) s'est montrée favorable à l'établissement d'une plateforme de streaming européenne. Selon eux, l'existence d'une telle plateforme permettrait un partage direct des œuvres culturelles au sein de l'Union européenne, et s'avérerait bénéfique pour leur diffusion en leur donnant plus de visibilité.

Enfin, une part des personnes interrogées affirme que la culture a une grande importance auprès des étudiants, mais aussi du milieu universitaire. Pour 39.5% d'entre eux, les programmes européens dédiés aux secteurs culturels devraient bénéficier de plus de visibilité. De plus, ils sont 20.3% à vouloir articuler cette visibilité autour des concours culturels et artistiques européens tels que LUX et Art Explora.



Si une grande part des sondés s'est positionnée en faveur d'une plus grande visibilité des programmes culturels auxquels ils peuvent bénéficier dans les pays membres de l'Union

européenne, c'est également parce que la grande majorité d'entre eux est directement concernée par cette mesure. Parmi l'échantillon touché, pas moins de 45.2% sont des étudiants, et 16,6% en service civique, bénéficiant des mêmes avantages. Néanmoins, une majorité d'entre eux n'étaient pas au courant des avantages culturels dont ils bénéficient en tant que citoyens européens, notamment la gratuité des collections permanentes des musées nationaux.

En résumé, l'accès à la culture est un avantage que les jeunes interrogés souhaitent défendre et rendre plus largement accessible, en proposant plus de journées de gratuité pour des visites de monuments européens. La quasi-totalité d'entre eux souhaite uniformiser l'accès gratuit à tous les musées et monuments de l'Union européenne, basé sur un modèle déjà existant dans certains lieux culturels. Cette tendance à vouloir favoriser l'accès gratuit à la culture pour tous correspond aux résultats du sondage *Eurobaromètre* sur la culture publié en 2025.

En ce sens, sensibiliser davantage les citoyens européens sur les avantages dont ils bénéficient est une stratégie qui renforcerait la cohésion et l'interculturalité parmi les membres de l'Union européenne.

➢ Échanges complémentaires

Tables rondes organisées par Parlons Europe :

Au cours du projet, plusieurs tables rondes ont été organisées auprès d'un public varié. Tout d'abord, les jeunes étudiants du projet ont organisé une première table ronde à la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier le 6 mars 2025. Cet événement s'est déroulé en présence de Madame Blay-Grabarczyk, qui a notamment présenté les opportunités offertes par l'Union Européenne destinées aux étudiants. Ensuite, le professeur Maubernard est intervenu sur les politiques européennes en matière d'emploi, de libre circulation, de stages et d'environnement. Enfin, l'association des Jeunes européens a pris la parole concernant le droit des femmes en Europe.

Les 27 jeunes présents à l'événement ont répondu à une série de questions portant sur leurs attentes envers l'Union européenne, différente de celle que nous avons proposée pour cette étude. Lors de cet échange, ces derniers ont majoritairement souligné la nécessité d'une meilleure campagne de communication pour promouvoir les actions de l'Union européenne en faveur des jeunes (sur l'éducation, l'emploi, la mobilité ou encore la culture).

Enfin, la question suivante a été posée : "Selon vous, l'Union européenne est-elle suffisamment à l'écoute des préoccupations des jeunes ?" ; la réponse "oui mais pas suffisamment" a récolté 67 % des voix, tandis que la proposition "non pas du tout" a rassemblé 26% des voix. En minorité, 7 % des jeunes ont quant à eux répondu "oui".

Échange à la mission locale :

Dans le cadre de notre projet Erasmus+, une série de tables rondes a été organisée auprès des jeunes de la Mission locale de Montpellier au mois d'avril et de mai 2025.

Premièrement, une première rencontre a eu lieu le 2 avril auprès d'un groupe de 8 jeunes, à la Mission locale de Croix d'Argent. Les participants ont pu assister à une présentation de l'Union européenne, portant sur l'histoire de l'Union, ses institutions et ses offres de mobilité.

Une deuxième intervention à la Mission locale d'Antigone, dans le cadre du projet, a eu lieu le 17 avril auprès d'un groupe de 10 jeunes, suivant la même organisation que la précédente.

Enfin, la dernière table ronde organisée auprès de la mission locale d'Antigone s'est déroulée le 22 mai, en présence d'un groupe de 18 jeunes montpelliérains en insertion. Cette intervention a permis un véritable échange avec ces derniers, notamment portant sur les avantages concrets liés à l'appartenance à l'Union européennes dans la vie quotidienne et en tant que citoyens européens. Les différentes possibilités de mobilité européenne leur ont ensuite été présentées. Enfin, un temps d'échange a été consacré à recueillir leurs attentes et leurs souhaits d'évolution concernant l'Union européenne. Les thèmes les plus souvent abordés ont été l'éducation, la santé mentale des jeunes, et la protection de l'environnement. Certaines confusions sont apparues entre les domaines de compétences nationaux et ceux de l'Union européenne, mais plusieurs idées ont pu être envisagées dans une perspective européenne.

Soirée débat - Quelle Europe veux-tu ? :

Dans le cadre du projet, la Maison de l'Europe de Montpellier a organisé une soirée permettant d'ouvrir le débat sur certaines thématiques européennes, en partenariat avec les membres de *Parlons Europe*. L'objectif était de toucher un public plus large, et non pas uniquement composé de jeunes étudiants.

À cette occasion, les 20 participants ont assisté à une présentation sur les avantages dont bénéficient les citoyens de l'Union Européenne, ce qui a permis d'ouvrir un dialogue autour de certains d'entre eux qu'ils ne connaissaient pas ou peu. À l'issue de cette présentation, nous avons pu aborder point par point avec eux leurs questions sur plusieurs thématiques. Cet échange a également permis de souligner certaines incompréhensions autour de dispositifs méconnus, comme la plateforme *EURES* et les différents programmes de mobilité Erasmus+ auxquels ils pouvaient prétendre.

Synthèse des attentes prioritaires

Environnement : Développer et investir dans des énergies moins polluantes tout en encourageant et généralisant les mesures de tri sélectif, de réemploi et de recyclage des déchets.

Education et citoyenneté européenne : Introduction de deux langues étrangères dans l'apprentissage des élèves européens dès l'école primaire et une homogénéisation des programmes scolaires européens notamment sur l'histoire européenne afin de créer un réelle sentiment d'appartenance commun et prenant des bases similaires.

Mobilités et Erasmus+ : Créer une réduction sur les trajets en train pour soutenir une réduction des déplacements en avion, dans une démarche écologique, et apporter une aide pour les déplacements en train dans le cadre des programmes Erasmus+. Rendre les programmes plus accessibles avec une meilleure campagne de visibilité auprès de tous publics.

Santé : Améliorer l'accompagnement et les soins pour la santé mentale, mener à plus large échelle des politiques de prévention face aux dangers des addictions ainsi qu'à l'importance de pratiquer une activité physique, et accorder une plus grande importance du budget européen accordé à la recherche.

Culture : Favoriser l'accès aux activités et aux lieux culturels au plus grand nombre, en instaurant davantage d'aides financières et de programmes à destination des jeunes, et en communiquant plus sur les aides déjà existantes.

Recommandations

L'objectif de notre projet, mené avec Erasmus+, était de recueillir les avis d'un maximum de personnes pour orienter leurs opinions vers les décideurs de l'Union européenne. Sur la base des avis exprimés par 500 montpelliérains, voici les recommandations que nous portons à l'attention de différentes instances, qui seront délimitées aux trois niveaux décisionnels : européen , national et local.
Ces recommandations constituent ainsi la conclusion que nous portons à notre étude.

- *Les institutions européennes*

Notre étude se porte tout particulièrement à destination des institutions européennes. L'analyse des résultats récupérés à l'issue de notre questionnaire et de nos échanges nous permet de formuler plusieurs recommandations que les jeunes montpelliérains souhaitent soumettre à l'Union européenne pour chacune des thématiques abordées.

Pour *l'environnement*, nous recommandons à l'Union européenne d'inciter les États membres à développer des alternatives aux énergies les plus polluantes. Dans cet intérêt, l'idée de leur accorder davantage de financements en abaissant d'autres budgets, notamment celui de la défense, est soutenue par la majorité du public interrogé.

Pour *l'éducation et la citoyenneté*, nous recommandons à l'Union européenne de faciliter l'homogénéisation des programmes scolaires entre les États membres. Plus directement, il est question de favoriser l'accès à l'apprentissage de plusieurs langues en instaurant deux langues obligatoires. Cette mesure permettrait d'inciter chaque élève à réaliser au moins un voyage scolaire dans sa scolarité, dont le financement pourrait être relié au programme Erasmus+.

Pour les *mobilités et le programme Erasmus+*, nous recommandons à l'Union européenne d'accorder une réduction sur les trajets en train pour soutenir une réduction des déplacements en avion, plus largement favorisés par les citoyens européens. Cette mesure soutiendrait également le programme Erasmus+, avec une réduction des coûts de déplacements qui permettrait une meilleure égalité des chances face à une telle opportunité. La réintégration du Royaume-Uni aux programmes Erasmus+ est également recommandée à cet effet, surtout par

les plus jeunes, qui se sentent privés d'une opportunité de découvrir la culture d'un pays voisin. En complément, pour sensibiliser tous les publics aux différentes mobilités existantes, nous recommandons de rendre les plateformes liées au programme Erasmus+ plus accessibles.

Pour la *santé*, nous recommandons à l'Union européenne de soutenir la prise en charge de suivis psychologiques de chaque État membre, d'augmenter les financements octroyés à la recherche, et de renforcer la prévention face aux addictions chez les publics les plus sensibles.

Pour la *culture*, nous recommandons à l'Union européenne de garantir un accès à la culture au plus grand nombre en élargissant davantage les périodes de gratuité, et de sensibiliser les jeunes aux avantages auxquels ils peuvent bénéficier en se rendant dans les États membres.

Soutenir ces initiatives serait perçu par les jeunes montpelliérains comme une démarche positive menée par l'Union européenne.

- *Les institutions nationales*

À échelle européenne, les États membres sont perçus comme des intermédiaires à l'application des mesures de l'Union européenne dans la vie des citoyens européens. C'est la raison pour laquelle leur rôle est primordial dans la bonne mise en place de mesures concrètes.
Plus particulièrement, leur rôle d'intermédiaire leur octroie la possibilité de se coordonner autour de réformes communes. Les plus répandues, qui sont ressorties auprès d'une majorité des personnes interrogées dans le cadre de notre étude, sont l'uniformisation des programmes scolaires et l'accès à un suivi psychologique plus aisément pour tous.

Soutenir ces initiatives à l'échelle nationale créerait une démarche positive en faveur des citoyens d'un pays, et favoriserait un sentiment d'appartenance à l'Union européenne.

- *Les institutions locales*

À échelle locale, les programmes financés par l'Union européenne sont souvent moins connus. Pourtant, ils sont nombreux à avoir été concrétisés sur le territoire héraultais, que nous avons souhaité mentionner régulièrement au cours de nos interventions. En ce sens, nous considérons qu'il revient aux représentants du pouvoir local de promouvoir les programmes financés par l'Union européenne en expliquant clairement comment débloquer de telles subventions.

En complément, nous observons que les jeunes sont régulièrement surpris de connaître certains avantages auxquels ils peuvent bénéficier en tant que citoyens européens. C'est la raison pour laquelle mener des campagnes de sensibilisation dédiées aux jeunes sur les avantages dont ils bénéficient (gratuité des lieux culturels, etc) pourrait être perçue comme bénéfique, voir très bénéfique pour l'Union européenne au niveau local. De plus, elle permettrait de favoriser l'attractivité de certains lieux et activités locaux, et favoriserait l'interculturalité propre aux valeurs européennes.

Annexes

➢ *Questions du sondage "Parlons Europe : vos attentes de l'Union européenne"*

Quel âge avez-vous? *

- 13-18 ans
- 18-25 ans
- 25 ans et plus
- Option 4

Quelle est votre situation actuelle ? *

- Collégien
- Lycéen
- Etudiant / Apprenti
- Salarié ou travailleur indépendant
- Service civique
- En insertion
- Sans activité
- Autre…

Avez-vous déjà eu des cours/interventions sur l'Union européenne au cours de votre scolarité? *

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Est-ce que vous suivez l'actualité européenne ? *

- ○ Jamais
- ○ Rarement
- ○ De temps en temps
- ○ Souvent
- ○ Très régulièrement

Comment vous renseignez vous sur l'actualité ? *

- ☐ Journaux (papier ou en ligne)
- ☐ Réseaux sociaux
- ☐ Télévision
- ☐ Radio
- ☐ Famille / amis
- ☐ Je ne suis pas l'actualité
- ☐ Autre...

Qu'attendez-vous de l'UE?

Description (facultative)

Parmi ces priorités, pouvez-vous donner les 3 domaines dans lesquels l'Europe doit, selon vous, intervenir en priorité ? *

- [ ] La lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement
- [ ] La défense européenne
- [ ] La libre circulation en Europe
- [ ] L'aide au développement
- [ ] L'agriculture et la pêche
- [ ] la compétitivité et la souveraineté économique européenne
- [ ] l'emploi et la formation
- [ ] la politique de cohésion (aide aux régions européennes les plus pauvres et politique sociale)
- [ ] l'accueil des réfugiés
- [ ] La protection des frontières
- [ ] Autre
- [ ] Ne se prononce pas

Environnement (3 réponses maximum!) *

- [ ] Développer les énergies moins polluantes
- [ ] Intégrer des programmes éducatifs sur le développement durable, le changement climatique et la biodiv ...
- [ ] Créer une journée citoyenne sur l'environnement obligatoire pour les jeunes avant 18 ans
- [ ] Développer des politiques plus strictes en matière de gestion des déchets électroniques
- [ ] Augmenter les aides aux entreprises et start-up qui participent à l'innovation technologique en contribua ...
- [ ] Réduire les contraintes du tri sélectif
- [ ] Aider financièrement la population pour acquérir des véhicules moins polluants
- [ ] Ne se prononce pas sur cette question

Autres suggestions sur l'environnement (réponse libre et facultative)

Réponse longue

Éducation et Citoyenneté européenne (3 réponses maximum!) *

- [ ] Créer des programmes scolaires communs à tous les pays de l'Union européenne
- [ ] Obliger et aider chaque élève à réaliser au moins un voyage scolaire dans sa scolarité
- [ ] Introduire l'apprentissage de deux langues étrangères dès l'école primaire dans toute l'UE
- [ ] Intégrer l'éducation numérique dans tous les niveaux d'enseignement
- [ ] Créer un système de notation commun à tous les pays de l'UE afin de simplifier l'équivalence d'un pays à ...
- [ ] Baisser l'âge légal du vote à 16 ans pour les élections européennes dans toute l'UE
- [ ] Ne se prononce pas sur cette question

Autres suggestions sur l'éducation et la citoyenneté européenne (réponse libre et facultative)

Réponse longue

Mobilités et ERASMUS+ (3 réponses maximum!) *

- [ ] Créer des formations professionnelles à l'étranger (hors enseignement qui existe déjà)
- [ ] Développer la plateforme EURES en y ajoutant une section recensant les offres de stages à l'étranger
- [ ] Inciter le Royaume-Uni à réintégrer le programme Erasmus+
- [ ] Créer une plateforme unique pour gérer l'ensemble des démarches Erasmus+
- [ ] Augmenter les aides pour les transports verts des mobilités Erasmus+ (seulement 50€ d'aide aujourd'hui)
- [ ] Créer un ticket à tarif réduit pour les -25 ans entre les grandes villes universitaires européennes
- [ ] Ne se prononce pas sur cette question

Autres suggestions sur les mobilités et ERASMUS+ (réponse libre et facultative)

Réponse longue

La Santé (3 réponses maximum!) *

- [ ] Investir dans la recherche européenne
- [ ] Développer des programmes éducatifs sur la nutrition, l'activité physique, la prévention des addictions
- [ ] Légaliser le cannabis à l'échelle européenne
- [ ] Fixer l'âge légal à 16 ans pour la consommation d'alcool au niveau européen
- [ ] Obliger la création de structures de soutien psychologique dans chaque établissement scolaire de l'UE
- [ ] Promouvoir des initiatives européennes favorisant l'activité physique des jeunes
- [ ] Ne se prononce pas sur cette question

Autres suggestions sur la santé (réponse libre et facultative)

Réponse longue

La Culture (3 réponses maximum!) *

- [ ] Rendre l'accès gratuit au -25 ans dans tous les lieux culturels des pays de l'UE (accès aux musées, centr ...
- [ ] Rendre le programme dédié aux secteurs culturels plus accessible pour des projets étudiants et universit...
- [ ] Créer un Pass Culture européen
- [ ] Faire plus de promotion des concours culturels et artistiques européens (concours LUX, Art Explora...)
- [ ] Étendre les journées européennes du patrimoine à une semaine au lieu d'un week-end
- [ ] Créer une plateforme de streaming européenne (comme Netflix, Amazon Prime...)
- [ ] Ne se prononce pas sur cette question

Autres suggestions sur la culture (réponse libre et facultative)

Réponse longue

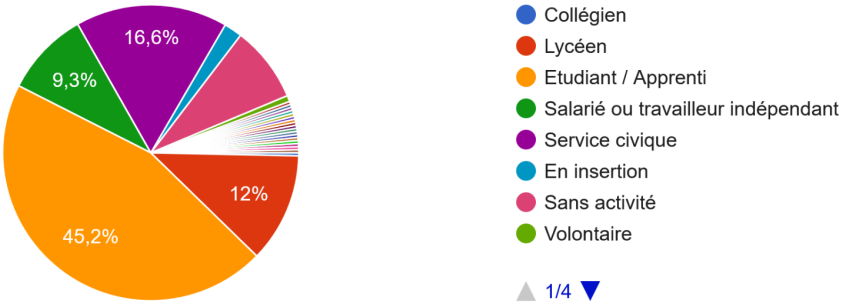
Quel(s) autre(s) type(s) de soutien l'UE pourrait-elle vous offrir en tant que jeune ? (réponse libre et facultative)

Réponse longue

➢ *Statut et situation personnelle des personnes interrogées*

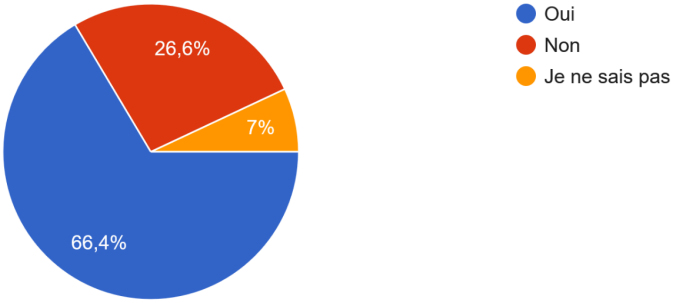
Quelle est votre situation actuelle ?

301 réponses



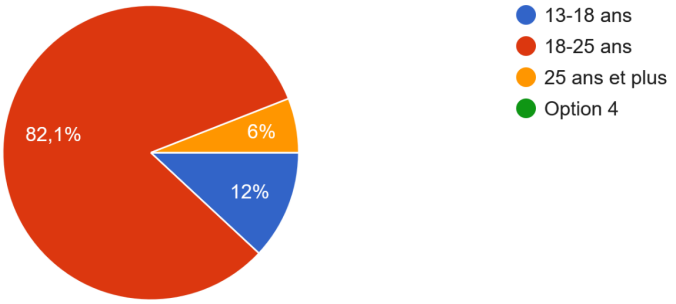
Avez-vous déjà eu des cours/interventions sur l'Union européenne au cours de votre scolarité?

301 réponses



Quel âge avez-vous?

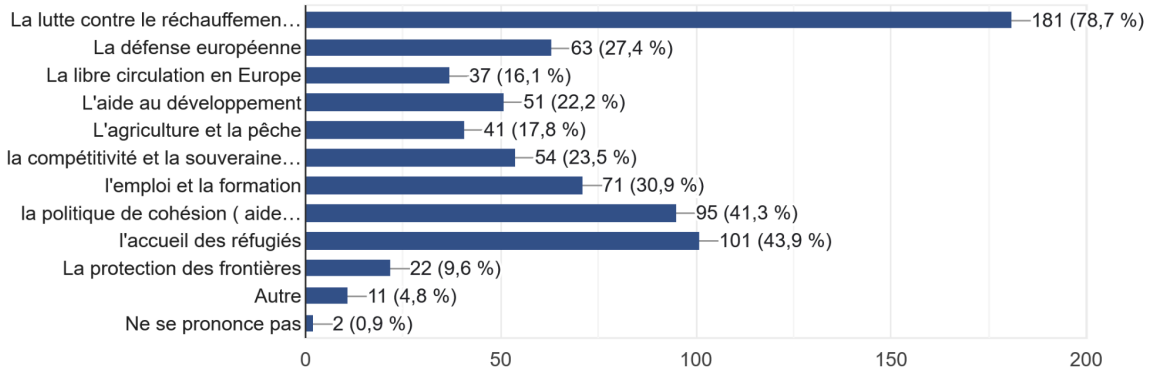
301 réponses



➢ *Statistiques des réponses aux questions posées*

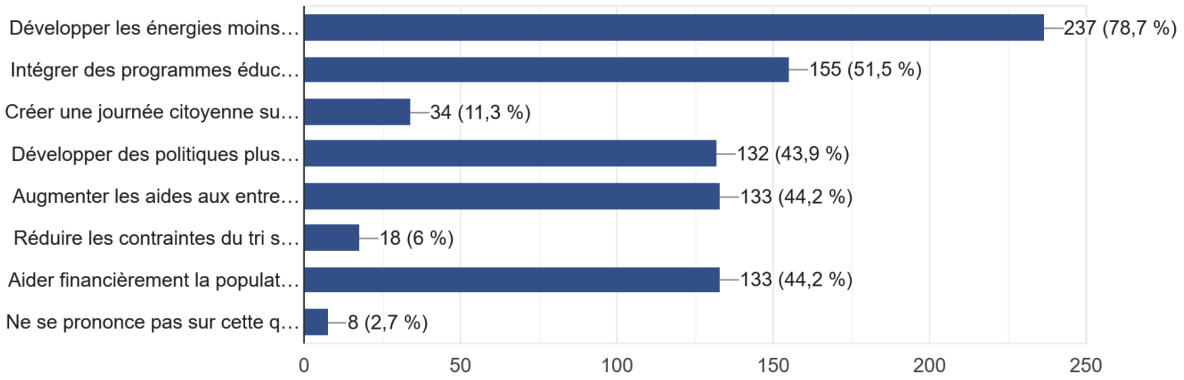
Parmi ces priorités, pouvez-vous donner les 3 domaines dans lesquels l'Europe doit, selon vous, intervenir en priorité ?

230 réponses



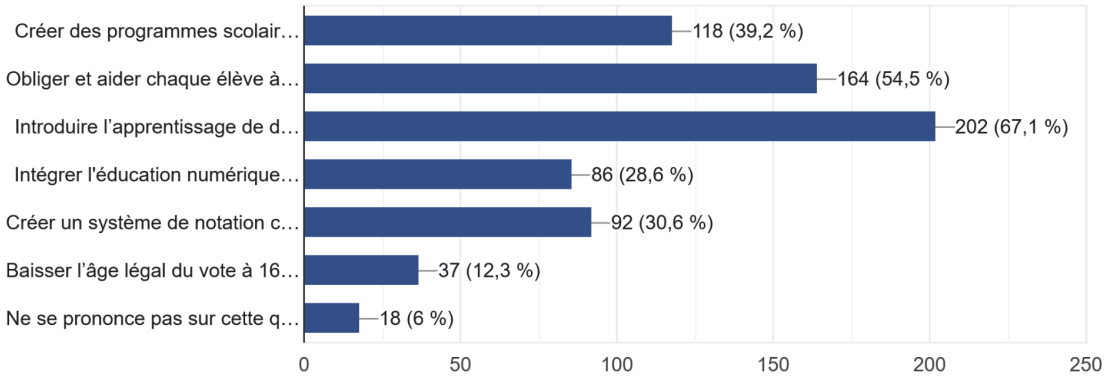
Environnement (3 réponses maximum!)

301 réponses



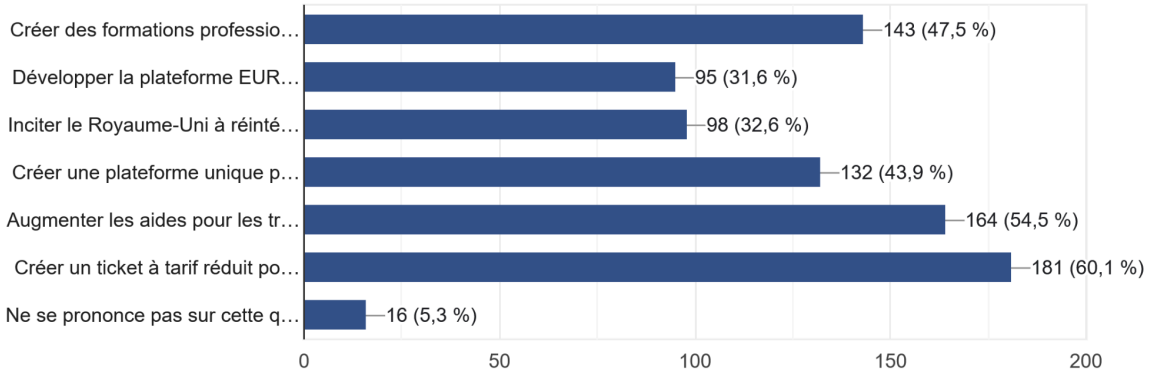
Éducation et Citoyenneté européenne (3 réponses maximum!)

301 réponses



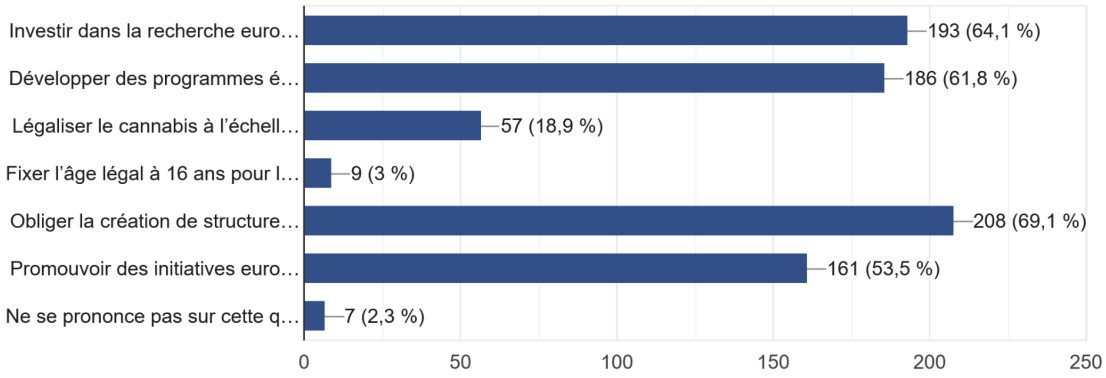
Mobilités et ERASMUS+ (3 réponses maximum!)

301 réponses



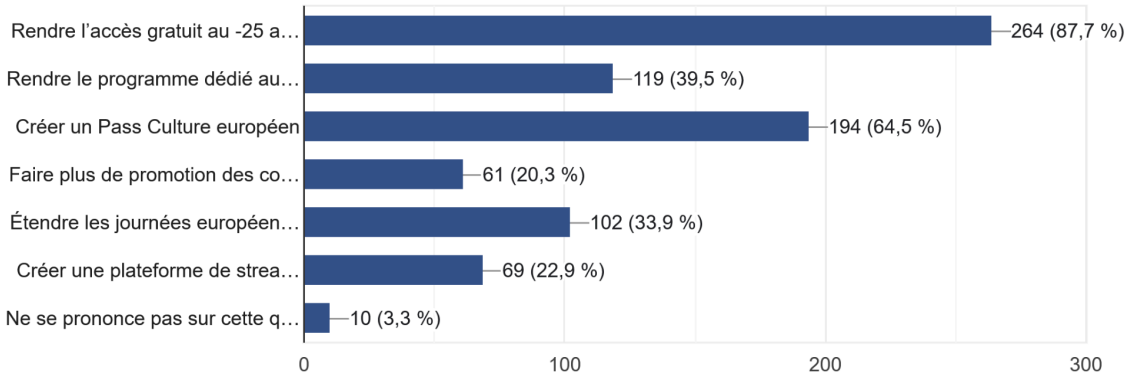
La Santé (3 réponses maximum!)

301 réponses



La Culture (3 réponses maximum!)

301 réponses



Bibliographie

- “Attitudes of Europeans towards the environment”, *Eurobaromètre*. Commission européenne, mai 2024. https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3173

- “Enquête jeunesse 2024”, *Eurobaromètre*. Parlement européen, février 2025. Youth survey 2024 - février 2025 - - Eurobarometer survey

- “Europeans’ attitudes towards culture”, *Eurobaromètre*. Commission européenne, mai 2025. https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3364

- “EU challenges and priorities: young Europeans views”, *Eurobaromètre*. Commission européenne, mars 2025. https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3373

- “Europeans and their languages”, *Eurobaromètre*. Commission européenne, mai 2024. https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2979

- “Europeans and the EU budget”, *Eurobaromètre*. Commission européenne, avril 2025. https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3372